

Lancer une dynamique de luttes...

L'Union syndicale Solidaires, à l'initiative d'un appel syndical et féministe pour un 8 mars de lutte, tire un bilan positif de cette campagne...

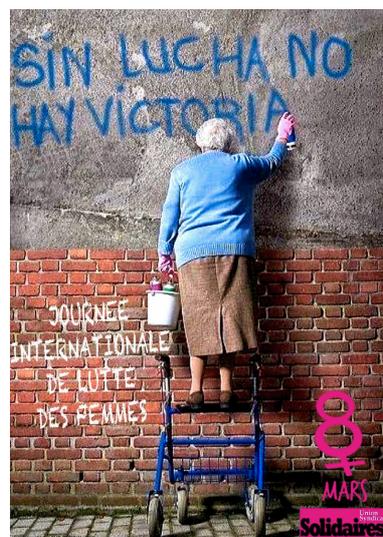
Pris bien en amont, constamment mis aux ordres du jour des réunions de structures de Solidaires depuis un an, l'objectif d'un 8 mars revendicatif est, pour partie, réussi en interne.

Le texte unitaire sorti fin janvier a été finalement signé par Solidaires – FSU – Confédération Paysanne – UNEF – ATTAC – Marche mondiale des femmes – Planning Familial Ile de France – Les effFRONTé-e-s – Ligue du Droit International des Femmes – Collectif libertaire anti-sexiste...

Si la grève des femmes n'aura pas vraiment eu lieu (5 fédérations avaient déposé un préavis pour ce jour-là : Sud Collectivités Territoriales, Sud Education, Sud PTT, Sud Rail, Sud Santé Sociaux), elle a permis de re-dynamiser des équipes militantes sur cette thématique d'un 8 mars de luttes. Entre des diffusions de tracts et des actions diverses (Flash mob à Bobigny sur le droit à l'avortement, soirée militante avec projection de film pour Solidaires Finances publiques...), manifs ou rassemblements... tout était bon pour occuper le terrain ! Et si toutes les équipes n'ont pas pu y participer, il s'avère tout de même qu'un bon nombre y ont pris part, ce qui dénote d'une dynamique plus grande que lors des 8 mars précédents...

La commission femmes, qui s'est réunie après les actions de ce 8 mars, tire un bilan positif de notre initiative. L'idée est d'écrire aux organisations signataires (entre autres) sur notre bilan, et d'affirmer notre volonté de continuer à poser l'idée de grève de femmes... en 2015 et même après !!! Qu'on se le dise...

**Affiche de la
fédération Sud
santé sociaux
pour le 8 mars,
en lien avec la
lutte des
espagnoles pour
garder leur droit
à l'IVG.**



**Fontaine des Innocents à Paris
(quartier des Halles) pour le 8 mars
où Solidaires Paris organisait, avec
une trentaine de militant-es (et une
fanfare !), une action avec
distribution de tracts, badges...
avant de rejoindre la manifestation
parisienne**

L'internationale

Solidaires avec les espagnoles !

Que toutes les femmes espagnoles sachent que nous les soutenons dans leur combat et que les gouvernants espagnols sachent que la solidarité des femmes européennes ne s'arrêtera pas devant leur loi !

L'accès libre et autorisé à l'IVG est remis en cause en Espagne par le gouvernement conservateur Rajoy. Ce recul de notre droit à disposer de notre corps n'est pas un "accident", ce n'est pas une spécificité espagnole. Partout en Europe, les réactionnaires sont en lutte pour faire régresser les droits des femmes. Cette loi concrétise un combat politique plus général des opposants au progrès social, avortement, immigration, éducation leurs combats sont multiples.



Si en France, le gouvernement Ayrault a augmenté le tarif et le remboursement de l'IVG, le nombre et la proximité des centres IVG restent insuffisants. La bataille pour le droit à disposer de notre corps se joue aussi au niveau européen. Ainsi en décembre, le parlement européen a rejeté un rapport proposant

que l'avortement devienne compétence européenne et donc ouvert à toutes, y compris à nos "sœurs" chypriotes, luxembourgeoises, irlandaises, polonaises et maltaises.

30 ans après la bataille pour l'avortement en France, nous sommes toujours aussi décidées à défendre la liberté des femmes de disposer de leur corps !

Intersyndicales femmes

Du bon, rien que du bon !

Comme tous les ans, chaque demi-journée (4 au total) traitait d'un thème particulier. Le premier matin, les politiques publiques sont au programme, avec deux invitées : S. Lemièrre (économiste) et Jeanne Fagnani (sociologue). La première présente le rapport « accès à l'emploi des femmes », où l'analyse des politiques publiques laisse voir une apparente neutralité qu'il faut dépasser pour mettre en évidence les effets indirects, exercice systématique à faire avec « lunettes du genre ». La sociologue traite des politiques familiales qui concernent divers acteurs : institutions, partenaires sociaux, syndicats, patronat, d'où la difficulté de trouver des compromis. Elle souligne la nécessité d'une réforme fiscale...

L'après-midi est consacré au thème du travail des femmes, suite à la parution du livre de Margaret Maruani (sociologue) et Monique Méron (statisticienne) : « Un siècle de travail des femmes », après 8 années de travail et recherches (sur leur temps libre !). Le but ? compter et raconter : décryptage sociologique des statistiques, question de la visibilité du travail des femmes, travail repérable et travail informel, le travail par rapport à l'emploi pour les femmes, le chiffre du travail des femmes une question politique.

Enfin, pour clore cette première journée, le théâtre forum « Féminisme enjeux » : avec des intervention

de la salle face à des mises en situations, les réactions, les solutions face à la hiérarchie, aux collègues de travail... comment concilier travail et famille... agir individuellement ou collectivement... en collaboration avec des acteurs. Tout cela avant le désormais traditionnel « apéro féministe » qui conclut la journée...

Le lendemain matin, l'égalité professionnelle et ses pas en avant (ou en arrière...) voyait R. Silvera (voir page 4) présenter son nouveau livre sur les inégalités de salaire et trois syndicalistes des trois syndicats organisateurs faire le point...

L'après-midi, retour sur le genre avec Elsa Dorlin (philosophe) : après un historique de ces questions de genre (ou rapports sociaux de sexe), les rapports entre le genre, le sexe et la sexualité, une camarade de la FSU a présenté un diaporama sur les attaques actuelles contre les études de genre.

Enfin, et pour terminer : cette année encore, la salle était comble. Plus de 200 personnes de Solidaires, une centaine de la CGT, environ 120 de la FSU se sont croisées pendant ces deux journées... Avec, ce qui est largement positif, un vrai renouvellement dans la salle et des débats. En résumé, de quoi redonner envie de militer sur ces questions, et de préparer l'année prochaine !

Journée de Retrait de l'école

Des fausses rumeurs mais de vraies attaques contre l'école !

Ces J.R.E s'inscrivent dans un mouvement de déscolarisation progressive des enfants qui viserait à les sevrer de l'école pour les réintégrer dans le giron de la famille.

Cette première campagne orchestrée à coup de SMS et autres mels qui ont très largement circulé, affirmait, entre autre, que désormais, l'école, dès la maternelle, apprendrait aux enfants à se masturber en classe !

Même si elles n'ont eu d'échos qu'auprès d'un nombre minoritaire de parents, les J.R.E ont eu suffisamment d'impact dans des écoles où plusieurs dizaines d'élèves ne sont pas venus en classe, pour qu'on s'interroge sur ce qui a pu mener des familles à céder à cette campagne de panique, en revenant sur la propagande qui anime les JRE.

Le lundi 24 janvier, Farida Belghoul présidente du comité J.R.E, relayée par le mouvement d'extrême droite d'Alain Soral « égalité et réconciliation », lançait « une action nationale pour sauver nos enfants » : la Journée de Retrait de l'Ecole, avec en ligne de mire les ABC de l'égalité et la lutte contre les LGBTphobies à l'école. Cette action ayant pour vocation à se répéter un jour par mois.

Une réaction institutionnelle inepte !

Face à ces folles rumeurs, les enseignant-es parfois heurté-es par la remise en cause de leurs missions se sont senti-es désarmé-es et peu soutenu-es par leur hiérarchie. Ils et elles ont même été passablement enfoncé-es par les propos de Vincent Peillon - qui, en passant, manque de (in)formation sur le sujet, un comble ! En effet, le ministre de l'époque, après avoir minimisé l'impact de cette action, a pataugé dans ses contradictions sur la « théorie du genre », et laisser les équipes enseignant-es devoir assumer des inepties telles que la demande de convocation des familles des enfants absents, au lieu de prôner l'apaisement et le dialogue.

Le genre n'est pas une théorie !

C'est un concept qui fonctionne comme un outil, qui existe depuis les années 70 dans les sciences, et qui permet de comprendre que la plupart des différences et inégalités entre les hommes et les femmes ne sont pas biologiques mais bien construites par la société.

Quel danger peut bien guetter les enfants à l'école ? D'après Farida Belghoul et ses ami-es réactionnaires qui soutiennent ses actions, rien de moins que la dégénérescence et la décadence avec « l'enseignement obligatoire de la théorie du genre » dont l'objet viserait à pervertir les écoliers et écolières et à les détourner de leur famille. Et qui se cache derrière tout cela ? Les lobbys LGBT bien sûr !

En effet, après avoir rendu les enfants athés, illettrés et incultes, l'école aurait décidé d'en faire des LGBT.

Famille et nation en danger, école agonisante...

Derrière ces analyses caricaturales, on retrouve tous les poncifs de l'extrême droite et de la droite réactionnaire : la famille et la nation sont en danger de mort, l'école est à l'agonie...

Pour ces réactionnaires, le but « des lobbys LGBT » est de prôner, via la théorie du genre, l'abolition des différences entre les hommes et les femmes et l'accouplement entre personnes du même sexe pour miner et détruire la famille hétérosexuelle (et donc fertile) et rendre la société stérile.

C'est pourquoi, il faut sauver les enfants. La seule solution à moyen terme pour eux : la déscolarisation !

Contre la théorie du genre : retour à l'instruction publique !

Cette vieille lubie de l'extrême droite refait surface avec la remise en cause de l'école comme espace éducatif. Son seul et unique rôle devant être d'instruire et non d'éduquer parce que ce rôle serait dévolu à la famille et aux mères en particulier.

Or, c'est oublier un peu vite qu'on ne peut instruire sans éduquer et qu'instruire c'est aussi éduquer.

Finalement cette croisade contre la théorie du genre à l'école s'inscrit à la fois dans une remise en cause de l'égalité entre les hommes et les femmes et dans la tentative de faire obstacle à leur émancipation en s'accrochant au schéma de la toute puissante famille hétérosexuelle seule garante de la stabilité et de la pérennisation de l'ordre social. Mais, elle est aussi l'épouvantail qui permet la résurgence de vieux combats de l'extrême droite contre la sécularisation de l'école, son rôle émancipateur, animé par la nécessité du maintien d'un ordre moral qui fait de l'hétérosexisme le pilier de la société.

Congrès

Une résolution axée sur les inégalités femmes - hommes

Lors du prochain congrès de l'Union syndicale Solidaires, qui se déroulera à Dunkerque du 3 au 5 juin, sera débattue une résolution « *L'égalité entre les femmes et les hommes : un enjeu syndical !* ».

Organisée en deux parties, la première traite des revendications, la deuxième des pistes pour avancer en interne sur la participation des femmes à la vie de Solidaires.

Les thèmes des débats retenus par la commission des résolutions portent sur :

- des revendications pour une égalité des salaires ;
- femmes et conditions de travail et santé au travail : notamment sur la mise en place d'un travail commun entre la commission femmes et la commission santé au travail ;
- l'articulation vie personnelle / vie professionnelle ;
- des revendications particulières ou non pour les femmes sur la durée du temps de travail.

D'autres débats devraient également être maintenus par les structures qui ont déposé des amendements, notamment sur la partie prostitution (contestation du positionnement abolitionniste de Solidaires).

Les infos

Prochaines Commissions Nationales et locales

Solidaires :

Le 23 mai à 14 h
dans les locaux de Solidaires national

Solidaires Loiret :

Mercredi 18 mai à 20h30
au local de Solidaires Orléans

Liens

Sur le site de Solidaires :

Un texte d'Annick Coupé dans le cadre des 40 ans de la lutte des LIP, et la place des femmes dans cette lutte :

<http://www.solidaires.org/article47876.html>

Livre

Un quart en moins - Des femmes se battent pour en finir avec les inégalités de salaire de Rachel Silvera (Ed. La découverte, 188 p., 16 €).

Invitée aux dernières intersyndicales femmes, l'économiste nous présentait son dernier livre, mettant l'accent sur les inégalités de salaires. Dès 1918, dans les usines d'armement, les patrons appliquent déjà le quart en moins à poste égal : parce que les femmes ne touchent pas les machines (trop dangereuses), c'est une mesure protectrice. Depuis, elles touchent aux machines, mais subissent toujours cette inégalité ! Ces inégalités ont résisté malgré les lois et aujourd'hui, tous postes confondus, subsistent encore 9 % de différence non expliqués.

Le livre se divise en 3 parties : les origines, le constat, les propositions.



Au début du 20^e siècle : à quoi sert le salaire pour les femmes ? Pourquoi moins important ? Les femmes mangent moins, vont moins au café et ne fument pas. Elles sont moins rentables (bien que travaillant le plus souvent à la pièce...) avec toujours l'idée que derrière une femme se cache un homme (père ou mari...) même pour les philosophes.

Aujourd'hui : Les femmes restent bloquées sous le plafond de verre alors que les hommes ne sont pas entravés dans leur carrière. Le livre fait état de plusieurs exemples de femmes qui ont eu gain de cause devant les juges.

Il faut donc travailler sur la valorisation des professions, des métiers féminisés sous payés et sous valorisés... (et acheter le livre !)

Bulletin édité par la commission femmes de Solidaires à destination de toutes celles et tous ceux qui luttent pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Pour nous écrire et envoyer vos infos : bulletinfemmes@solidaires.org